

*Impôt sur le revenu*

**M. Rodriguez:** Vous pouvez dire que c'est ennuyeux, mais c'est comme ça que le gouvernement perd toute sa crédibilité. Cet impôt a été adopté en même temps que le programme anti-inflation du gouvernement. Vous pouvez bien rire, là-bas, mais votre tour viendra.

A quoi pouvions-nous nous attendre? La Commission de lutte contre l'inflation n'a pas touché, semble-t-il, Eric Trigg, vice-président exécutif de la société Alcan Aluminum, dont le traitement au cours de la première année d'application du programme est passé de \$147,448 à \$162,178, soit une augmentation de 10 p. 100. Elle n'a pas touché non plus John Armstrong, président du conseil d'administration et président d'Imperial Oil, dont le traitement a augmenté de \$30,000 au cours de la première année d'application du programme. Supprimer l'impôt supplémentaire après 1976 représente tout simplement une autre concession aux riches du Canada. Quelqu'un qui gagne dans les \$50,000 pourra ainsi économiser \$402. Pour le contribuable qui a \$80,000 de revenu, l'article 65 entraînera une économie de \$1,654 et, pour celui qui touche \$100,000, de \$2,491. Au total, cela coûtera au Trésor, autrement dit aux Canadiens, 135 millions de dollars qui iront jusqu'au dernier sou aux 2 ou 3 p. 100 de Canadiens dont le revenu est égal ou supérieur à \$30,000. Y a-t-il un député qui ose me dire que ce régime fiscal est juste?

L'article 65 permet aux riches de réaliser des économies considérables, qui s'ajoutent aux avantages que ce groupe a récoltés en échappant aux contrôles grâce à des mesures fiscales régressives comme l'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers et toutes sortes de combines d'impôt spécial dont profitent les personnes à revenu élevé, et grâce auxquelles il est peu vraisemblable qu'une personne déclare un revenu imposable de \$500,000.

La décision de supprimer l'impôt supplémentaire signifie que l'on allège le fardeau de ces groupes de contribuables à une époque où l'on demande au travailleur moyen d'accepter des augmentations de salaire très restreintes. Pour les membres de notre parti, la seule modification acceptable à l'égard de cet impôt supplémentaire aurait été de l'augmenter.

Nous en arrivons maintenant à la question de l'indexation. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) me regarde de travers. Je vois dans son regard qu'il est en train de me demander si je vais me décider à en venir à cette question. Eh bien, j'y réfléchirai, et je l'en informerai en temps voulu.

**Une voix:** Il ne retient pas son souffle.

**M. Rodriguez:** Je n'ai pas dit qu'il devrait le faire. Le whip du gouvernement prétend que les observations qui ont été faites n'étaient pas profondes. Ma foi, il n'a pas dit grand-chose lors de l'étude du bill en comité. Il avait l'air tout soumis, il avait presque l'allure d'un phoque, de la manière dont il était assis, agitant ses nageoires comme un phoque qui attend qu'on lui jette un poisson. Maintenant, il m'interrompt sans même se lever. J'aurais aimé qu'il fasse ses commentaires au moment opportun. Je passe maintenant à la question de l'indexation.

Il n'est pas étonnant que le gouvernement libéral soit dans de mauvais draps. Il n'est pas étonnant que les sondages d'opinion successifs révèlent une désaffection massive à l'égard

[M. Rodriguez.]

du parti libéral. Le bill à l'étude représente la plus récente d'une longue série d'erreurs qu'a commises le gouvernement libéral. Ce qu'il est intéressant de noter cependant à propos de la disposition de l'indexation, c'est où le gouvernement libéral est allé l'emprunter. Quiconque étudie le régime fiscal serait porté à croire que c'est le gouvernement libéral qui a concocté cette disposition de l'indexation, mais ce sont les conservateurs qui en réclament le mérite.

● (2050)

C'est pendant sa période minoritaire—en 1973 ou 1974, je pense—que le gouvernement a mis en œuvre l'indexation des exemptions fiscales. Je pense que c'est le député de Halifax (M. Stanfield) qui l'avait préconisé durant la campagne électorale de 1972. Et voilà que les libéraux en ont volé l'idée aux conservateurs et l'ont mise en application. Ce n'est toutefois pas la seule idée qu'on ait volée aux conservateurs. Les libéraux leur ont également volé les contrôles des prix et des salaires, avec les résultats que nous connaissons. Une autre idée volée aux conservateurs, c'est la dernière modification proposée à la loi de l'assurance-chômage, portant de huit à douze semaines la période minimum d'exercice d'un emploi.

Est-il vraiment important de savoir qui, de Bonnet blanc ou de Blanc bonnet, se trouve sur les banquettes ministérielles? Ils se volent l'un l'autre leurs idées. Je me réjouis que les libéraux volent maintenant les idées des conservateurs, car cela veut dire que nos programmes peuvent demeurer intacts.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Pour ce qu'ils sont.

**M. Rodriguez:** Nos programmes peuvent demeurer intacts parce qu'ils attendent l'heure où le socialisme fera son entrée au gouvernement du Canada. Les députés noteront que chaque fois que le gouvernement a emprunté un programme de l'opposition officielle—et l'indexation en est un—ce programme s'est avéré un triste échec.

On estime à un milliard de dollars d'impôt le coût de l'indexation l'an dernier pour le Canada.

**M. Saltsman:** Les financiers de la rue Bay s'en réjouissent.

**M. Rodriguez:** Les gars de la rue Bay trouvent ça merveilleux. Le fait est que l'indexation de notre régime d'impôt sur le revenu donnent aux riches les meilleures chances. On m'a demandé quel modèle nous proposerions comme régime d'impôt sur le revenu et j'ai souligné qu'il comprendrait trois principes. D'abord, celui de la redistribution. Nous voudrions un régime qui redistribue les impôts perçus. Ensuite, celui de la justice, et enfin, le principe de la progression.

**M. Papproski:** Vous nous en avez parlé il y a déjà une heure.

**M. Rodriguez:** Je dois le répéter pour les conservateurs.

**M. Saltsman:** Vous avez déjà oublié.

**M. Rodriguez:** Ils ne peuvent se concentrer que peu de temps à la fois; c'est ça le problème. Par ailleurs, l'indexation permet au gauchissement du régime de s'accroître.

**M. Stevens:** Oh, oh!

**M. Rodriguez:** Le député pourra poser une question à dix heures moins dix.